

Ph. FREMFAUX

3 pages

GATT : BATAILLES EN TROMPE L'OEIL

L'affrontement du GATT ne se réduit nullement au couple "gentils libre-échangistes représentant l'avenir/vilains protectionnistes bloquant la reprise mondiale". D'abord parce que la crise mondiale n'est en rien explicable par un "excès" de barrières sur le marché mondial, mais, au moins en partie, par un déficit d'ordre et de règles du jeu. Mais surtout parce qu'aucun des grands adversaires qui s'affrontent ne milite plus véritablement pour le libre échange, mais plutôt pour un partage des marchés non-protégés.

Après 1945, les Etats Unis, seuls producteurs compétitifs sur la quasi-totalité des branches, ont résisté à la tentation d'imposer le libre-échange. Ils auraient à coup sûr écrasé tous leurs concurrents potentiels... mais fait le lit du communisme. Ont donc fait *exception* à l'accord pour un "plus libre échange" : les pays du Sud et leurs industries naissantes, comme le Textile, les zones de coopération pour la reconstruction comme la future CEE (autorisées à pratiquer des tarifs plus bas en leur sein que vers l'extérieur), le secteur agricole (garantie des indépendances alimentaires et de la possibilité des réformismes agraires), et, pour des raisons de souveraineté, les services.

Cette stratégie a permis la diffusion du modèle américain au Nord et au Sud. Les Etats-Unis en tirèrent d'abord tout bénéfice, puis ils virent avec inquiétude se

multiplier leurs concurrents. En 1985, l'administration Reagan, ivre des illusoire succès de sa déréglementation interne, crut pouvoir vaincre cette concurrence en lançant l'offensive libérale différée 40 ans avant. En Décembre 1990, cet *Uruguay Round* a complètement échoué. Non seulement il n'a pas été possible de percer les protectionnismes agricoles européens, et asiatiques, mais on peut compter sur les doigts les secteurs où les Etats-Unis sont encore compétitifs (les films, l'aéronautique...)

Depuis 3 ans, on joue les prolongations. Sur le front agricole, il s'agit seulement de partager le marché des pays *déjà importateurs* entre les Etats-Unis, la France, et les pays neufs exportateurs (Argentine, Australie). Sur tous les autres fronts, les pays développés mesurent au millimètre leurs concessions réciproques (*tu me prends mes téléfilms, je n'embête plus tes Airbus, et tu ne viens pas faire de cabotage sur mes côtes*). Et ceux qui ne sont pas contents du marchandage hurlent qu'on les vole.

Batailles en trompe l'oeil ! L'Uruguay Round, moribond, ne mérite pas d'aboutir. Pas pour les raisons des chamailleurs. Mais parce qu'il reflète l'esprit d'une chimère révolue (le Reaganisme des années 80). Parce qu'il ignore tout des principes sur lesquels les Nations se sont verbalement accordées à la Conférence de Rio en 1992 : le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, leur devoir de poursuivre un

développement soutenable. Soutenable pour la nature et pour tous les humains.

L'urgence de l'heure, c'est un *Rio Round* : une réforme des règles du jeu du commerce mondial, compatible avec les conventions Climat et Biodiversité, stabilisant les prix des matières premières à un niveau qui n'épuise ni la nature ni le producteur, interdisant le dumping social dans les domaines industriels et tertiaires... Vaste programme ? Mais qui, lui, aura peut être le soutien des opinions publiques...

Alain LIPIETZ